



ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE

Rapport financier du premier trimestre

**États financiers consolidés résumés
intermédiaires (non audité)**

**Aux 30 juin 2015 et 2014 et pour les trimestres clos
à ces dates**

Table des matières

1	MESSAGE DE L'AGENT PRINCIPAL DE LA TRANSITION	3
2	RAPPORT DE GESTION.....	5
2.1	INTRODUCTION	5
2.2	ACTIVITÉS D'ÉACL	5
2.3	FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2015-2016	7
2.3.1	<i>Santé, sûreté, sécurité et environnement</i>	<i>7</i>
2.3.2	<i>Mandats.....</i>	<i>7</i>
2.3.3	<i>Opérations commerciales (activités abandonnées).....</i>	<i>10</i>
2.3.4	<i>Renseignements financiers</i>	<i>10</i>
2.3.5	<i>Perspectives</i>	<i>11</i>
2.4	ÉNONCÉS PROSPECTIFS	11
2.5	REVUE FINANCIÈRE PAR ACTIVITÉS.....	12
2.5.1	<i>Laboratoires nucléaires.....</i>	<i>12</i>
2.5.2	<i>Opérations commerciales (activités abandonnées).....</i>	<i>14</i>
2.6	FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS ET FONDS DE ROULEMENT	15
2.6.1	<i>Activités d'exploitation</i>	<i>15</i>
2.6.2	<i>Activités d'investissement.....</i>	<i>15</i>
2.7	FAITS SAILLANTS DU BILAN CONSOLIDÉ	15
2.8	GESTION DES RISQUES ET INCERTITUDES	16
3	RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION.....	17
4	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS	18

1 MESSAGE DE L'AGENT PRINCIPAL DE LA TRANSITION

Au premier trimestre, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il avait retenu Canadian National Energy Alliance (« CNEA ») à titre de soumissionnaire privilégié en vue de gérer et d'exploiter les LNC, selon un modèle Entreprise publique, Exploitation privée (« EpEp »). Cette décision marque le déclenchement des dernières étapes de la restructuration d'EACL et l'instauration du nouveau modèle selon lequel EACL exécutera son mandat. Ce mandat consiste toujours à permettre au gouvernement et à l'industrie d'accéder à des compétences scientifiques et technologiques de calibre mondial, en plus de remplir les obligations du Canada en matière de gestion des déchets et de déclassement.

Composée de certaines des sociétés les plus chevronnées en matière de génie nucléaire et de gestion des déchets à l'échelle mondiale, notamment CH2M, Fluor, Energy Solutions, SNC-Lavalin et Rolls-Royce, CNEA dispose d'une vaste expérience internationale en ce qui a trait à la gestion et à l'exploitation de sites, à la gestion des déchets et au déclassement. L'annonce du gouvernement met en branle les étapes ultimes du processus de restructuration, lequel permettra aux activités de LNC d'afficher l'efficacité du secteur privé tout en réduisant les risques aussi bien que les coûts pour les contribuables canadiens. Le transfert de la propriété de LNC à CNEA devrait avoir lieu durant l'été 2015, EACL étant prête à entamer son nouveau mandat de supervision.

Je tiens à souligner les efforts exceptionnels qu'ont déployés les membres du personnel en vue de relever le défi monumental qu'ont été la création des LNC, le repositionnement d'EACL à titre d'organisme de supervision et la collaboration avec le gouvernement en soutien au processus de repositionnement, et ce, parallèlement à leurs tâches usuelles pour satisfaire aux besoins des clients.

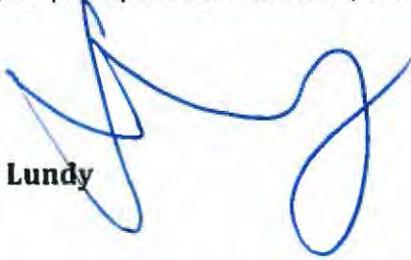
Entre autres réalisations du trimestre écoulé, les LNC ont déployé avec brio leur système modal de localisation et de repositionnement (« MODAR ») pour une société de services publics canadienne, en plus d'élaborer un nouveau catalyseur prometteur destiné aux applications nucléaires aussi bien que non nucléaires. En outre, les LNC ont procédé de façon sécuritaire aux extractions initiales de combustible accumulé dans leurs zones de gestion de déchets en soutien au projet de rapatriement d'UHE dans le cadre de l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire, vaste initiative qui cadre avec les engagements internationaux du Canada en matière de non-prolifération nucléaire. Voilà seulement quelques exemples du travail sécuritaire et productif qui se poursuit alors même que nous nous apprêtons à mettre en œuvre un modèle d'EpEp.

Enfin, je suis heureux d'annoncer que les LNC ont obtenu un taux de blessures entraînant une perte de temps de travail nul au premier trimestre, soit 2,3 millions d'heures sans blessure entraînant une perte de travail. Ce résultat témoigne de notre attention accrue accordée à la sécurité.

L'avenir d'EACL et des LNC étant désormais bien tracé, nous sommes en mesure d'aller de l'avant et entendons appliquer le nouveau modèle de gestion afin de tirer parti au maximum de l'expérience et du savoir-faire des LNC et d'EACL. En guise de conclusion, je tiens à remercier du fond du coeur les effectifs des LNC et d'EACL, qui n'ont ménagé aucun effort pour soutenir la restructuration tout en continuant de mener à bien, de façon sécuritaire et efficace, les activités d'EACL et des LNC. Je me réjouis des possibilités prometteuses que recèle l'avenir.

L'agent principal de la transition, EACL

Jon Lundy

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned to the right of the name 'Jon Lundy'.

2 RAPPORT DE GESTION

2.1 Introduction

Le rapport de gestion est conçu de manière à permettre au lecteur de mieux comprendre les activités d'EACL, sa stratégie et sa performance d'entreprise, ses prévisions, ainsi que son mode de gestion des risques et des ressources en capital. Il vise aussi à approfondir la compréhension des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2015-2016 et des notes y afférentes. Par conséquent, le rapport de gestion doit être lu à la lumière de ceux-ci et du Rapport financier annuel 2014-2015 d'EACL pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

À moins d'indication contraire, toutes les données financières indiquées dans le présent rapport de gestion, y compris les montants des tableaux, sont en dollars canadiens et sont préparées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Le conseil d'administration a approuvé la publication du rapport de gestion le 20 août 2015.

2.2 Activités d'EACL

EACL est une société d'État mandataire qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Ressources naturelles du Canada. La Société est basée à Chalk River, en Ontario. En novembre 2014, EACL a transféré ses principales activités à sa filiale entièrement détenue, les Laboratoires Nucléaires Canadiens (LNC), qui emploient plus de 3 500 salariés dans 12 emplacements au Canada, la plupart travaillant aux Laboratoires de Chalk River. En date du 30 juin 2015, EACL employait 39 personnes, notamment une petite équipe à son Bureau de clôture d'Oakville, en Ontario, qui gère les passifs conservés à l'égard des Opérations commerciales d'EACL depuis la vente de ce groupe, en octobre 2011.

EACL fait actuellement l'objet d'une restructuration afin que soit mis en œuvre un modèle de gestion Entreprise publique, Exploitation privée (« EpEp ») pour les LNC. En juin 2015, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il avait retenu Canadian National Energy Alliance (« CNEA ») à titre de soumissionnaire privilégié en vue de gérer et d'exploiter les LNC. Le processus d'appel d'offres en cours donnera lieu à la conclusion d'une entente entre EACL et CNEA visant la gestion des activités des LNC. Dans le cadre du contrat, les actions des LNC seront transférées à CNEA. Par la suite, EACL sera principalement responsable de la supervision du contrat d'EpEp.

Les activités des LNC visent trois mandats, exécutés pour le compte d'EACL :

- gérer les déchets radioactifs et les responsabilités de déclasséement du Canada;
- assurer l'accès aux capacités et aux connaissances en matière de science et technologie nucléaires de calibre mondial du Canada afin de soutenir le gouvernement fédéral dans ses rôles et responsabilités à l'égard du nucléaire, autant en matière de protection de la santé et de la sécurité publique que de la sûreté et la protection de l'environnement;
- dans une optique commerciale, permettre à l'industrie d'accéder à une expertise scientifique et technologique approfondie dans le domaine nucléaire.

Les LNC se sont donné pour mission d'agir comme partenaire mondial en matière d'innovation nucléaire. L'objectif prioritaire de la Société ou le « résultat stratégique » qu'elle cherche à atteindre consiste à faire en sorte que les Canadiens et le monde entier bénéficient des retombées positives de la science et de la technologie nucléaires sur le plan de l'énergie, de la santé, de l'environnement et de l'économie, tout en ayant la certitude que la sûreté et la sécurité nucléaires demeurent garanties.

Le mandat des LNC cadre avec les priorités du gouvernement du Canada, soit un environnement propre et sain, des Canadiens en santé, un pays sûr et sécuritaire et une économie axée sur l'innovation et le savoir. Les activités des LNC sont structurées comme suit :

Déclasséement et gestion des déchets	Réduire de façon sécuritaire et efficace les obligations en matière de déchets radioactifs du gouvernement du Canada, en ce qui trait notamment aux risques connexes visant la santé, la sûreté, la sécurité et l'environnement, sur les sites d'EACL et d'autres sites gouvernementaux par le truchement de solutions novatrices relativement au déclasséement des infrastructures, à la remise en état des sites et à la gestion des déchets.
Science et technologie	Exercer les activités nécessaires en vue de soutenir, de perfectionner, d'appliquer et d'élaborer des capacités en matière de science et technologie de manière rentable, notamment en fournissant des services techniques et des produits de recherche et développement en soutien : i) aux rôles, responsabilités et priorités du gouvernement fédéral canadien; ii) aux services commerciaux offerts à des tiers; et iii) aux autres activités des LNC.
Immobilisations	Satisfaire à l'engagement du gouvernement à l'égard du renouvellement des sites en modernisant l'infrastructure des LNC et en rehaussant sa capacité de fournir des connaissances de calibre mondial en matière de science et de technologie.

2.3 Faits saillants du premier trimestre de 2015-2016

2.3.1 Santé, sûreté, sécurité et environnement

- Les LNC ont obtenu un taux de blessures entraînant une perte de temps de travail nul au premier trimestre, soit 2,3 millions d'heures sans blessure entraînant une perte de travail. Ce progrès est le fruit des interventions plus précoces et du suivi plus rapide auprès des salariés après un incident afin d'assigner des tâches transitoires modifiées, outre la prestation de services d'infirmerie du travail permettant de faciliter le retour au travail.
- Un exercice d'évacuation de site complet a été mené à bien aux Laboratoires de Chalk River. Exécuté tous les cinq ans conformément aux obligations réglementaires, cet exercice à grande échelle consiste en une simulation d'urgence sur les lieux et fait appel à la collaboration de tous les services de la Société. Réalisé de façon sécuritaire et sans incident, cet exercice d'évacuation a fourni d'importantes pistes de perfectionnement qui permettront d'améliorer les procédures et pratiques en matière de sécurité.
- Enfin, les LNC continuent d'aider leurs salariés à gérer cette période de transition alors que le processus de restructuration touche à sa fin. Au cours du trimestre écoulé, nombre d'ateliers de bien-être ont été donnés dans l'ensemble des sites des LNC afin d'offrir aux effectifs du soutien personnel aussi bien que des conseils professionnels à l'égard de la gestion du changement. Le programme de bien-être des LNC vise à s'assurer que les salariés travaillent dans un milieu enrichissant et professionnel où chacun est traité avec dignité et respect.

2.3.2 Mandats

Déclassement et gestion des déchets

- Les LNC ont procédé de façon sécuritaire aux extractions initiales de combustible accumulé dans leurs zones de gestion de déchets en soutien au projet de rapatriement d'UHE. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire, vaste initiative internationale visant à regrouper les stocks d'UHE dans un nombre moindre d'emplacements de par le monde. La réalisation de ce mandat correspond aux engagements internationaux du Canada en matière de non-prolifération nucléaire et offre une solution permanente en ce qui a trait au stockage des déchets nucléaires.
- Conformément au plan de transition de la gouvernance de l'Initiative de la région de Port Hope (IRPH), le Bureau de gestion de l'IRPH a procédé à la transition de 75 % des principaux pouvoirs de passation des marchés de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) aux LNC. En outre, TPSGC a formulé des recommandations aux LNC à l'égard de trois nouveaux contrats importants d'une valeur dépassant 100 millions de dollars qui permettront l'avancement de projets clés au sein

du programme. Ces réalisations représentent d'importants jalons pour l'IRPH, laquelle satisfait à l'engagement du gouvernement du Canada en matière de dépollution et de gestion sécuritaire à long terme des déchets radioactifs de faible activité historiques dans les municipalités de Port Hope et de Clarington.

- Toujours au premier trimestre, le rapport définitif d'évaluation des solutions de remise en état visant les sites de la région de Great Bear River a été parachévé et remis à Ressources naturelles Canada (« RNCan »). Le parachèvement de ce mandat ouvre la voie à l'élaboration d'un plan exhaustif et stratégique pour l'assainissement des derniers sites contaminés par du minerai d'uranium le long de l'Itinéraire de transport dans le Nord, projet de compétence fédérale. Le mandat est exécuté par le truchement du Bureau de gestion des déchets radioactifs de faible activité (« BGDRFA »), qui coordonne l'assainissement et la gestion à long terme des déchets radioactifs de faible activité pour le compte du gouvernement du Canada.
- Enfin, les plans de travail visant la démolition et la remise en état du centre de traitement des déchets liquides actifs des LNC et de son centre de décontamination des Laboratoires Whiteshell ont été soumis au comité d'examen de la sécurité des LNC.

Science et technologie

- Les LNC ont déployé avec brio leur système modal de localisation et de repositionnement (« MODAR ») dans une centrale nucléaire CANDU canadienne. Premier en son genre, MODAR est un système qui fait appel à une technologie fondée sur les vibrations afin de détecter et de repositionner les bagues d'espacement de l'espace annulaire, soit une composante essentielle des réacteurs CANDU servant à garantir l'intégrité des canaux de combustible. Le lancement de ce système novateur au sein de l'industrie nucléaire canadienne aide à l'exploitation sécuritaire des centrales CANDU et offre aux sociétés de services publics une nouvelle ressource pour améliorer la gestion de la durée d'utilité des centrales.
- Les LNC sont à la tête du projet sur la capacité du Canadian National Nuclear Forensics Network, projet triennal parrainé par le Centre des sciences pour la sécurité de Recherche et développement pour la défense Canada. Les récentes réalisations comprennent l'élaboration de lignes directrices pour le réseau des laboratoires nucléo-légaux, le parachèvement d'une analyse des écarts de capacité, l'avancement de l'élaboration d'un prototype de bibliothèque nucléo-légale canadienne et la participation à plusieurs études et exercices de comparaison corrélative à l'échelle canadienne et internationale. Ce mandat est exécuté de concert avec nombre de partenaires fédéraux en vue de veiller à la sécurité des matières nucléaires.
- Les LNC ont présenté des résultats relativement à une nouvelle formulation de catalyseur prometteuse pour la recombinaison hydrogène-oxygène destinée aux applications nucléaires aussi bien que non nucléaires, notamment la synthèse chimique, la production d'hydrogène et l'atténuation des risques liés aux systèmes de distribution d'hydrogène.

- De concert avec l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) en France, les LNC ont récemment achevé des études à leur installation de recherche en biologie à l'égard de la toxicité relative de doses de tritium. Les résultats indiquent que, pour la même dose d'irradiation tissulaire, les effets du tritium, lorsqu'il est ingéré dans l'eau (HTO), sont moindres que ceux du tritium lié aux composés organiques. Ces résultats remettent donc en question les actuelles méthodes de dosimétrie et d'estimation des risques fondées uniquement sur la dose tissulaire et représentent un progrès scientifique notable pour la compréhension de la toxicité de ces isotopes.
- Les LNC ont procédé avec succès, selon le calendrier prévu et sans incident, à l'arrêt prolongé annuel planifié du réacteur NRU aux fins de maintenance. Compte tenu du millier d'activités exécutées cette année, l'arrêt annuel permet aux LNC de procéder à de nombreuses activités d'entretien et d'amélioration importantes et complexes ainsi qu'à des inspections à l'intérieur des cuves. Cet arrêt et les modernisations des installations ont donné lieu à des améliorations significatives du rendement du réacteur, notamment à un taux de fiabilité de 96 % en ce qui concerne le fonctionnement du réacteur NRU au premier trimestre de 2015-2016. Dans l'ensemble, ces travaux permettent de s'assurer que le réacteur NRU est prêt pour tout client interne ou externe et qu'il est exploité de façon sécuritaire et conforme, en soutien aux programmes des LNC en matière de science et de technologie.
- Les LNC ont pris part à une mission commerciale en République de Corée au nom du secteur nucléaire canadien en vue d'accroître les exportations et la collaboration. Sous l'égide de l'Organisation des industries nucléaires canadiennes (OCI), en collaboration avec le gouvernement de l'Ontario, la délégation de la mission commerciale comptait 18 importants fournisseurs nucléaires et partenaires de l'industrie du Canada. Le président et chef de la direction des LNC, Robert Walker, a présidé les entretiens bilatéraux avec les dirigeants du Korea Atomic Energy Research Institute (« KAERI ») concernant les possibilités de collaboration en soutien au Groupe des propriétaires de centrales CANDU (« GPC »). Dans l'ensemble, la mission commerciale s'est révélée une excellente occasion pour les LNC de renouveler et approfondir leurs liens avec un important partenaire nucléaire et d'explorer des possibilités d'expansion des affaires.

Immobilisations

- La cadence des activités de construction s'est intensifiée à l'égard du nouveau complexe de laboratoires des LNC. Ce complexe, dont la construction devrait être achevée en 2017, offrira aux effectifs des LNC et à leurs partenaires une installation interdisciplinaire à la fine pointe de la technologie favorisant la collaboration et permettant de mener des activités de recherche et d'innovation nucléaires très poussées. Une fois terminée, cette installation de classe mondiale contribuera à accroître et à améliorer les capacités des LNC en tant que principal organisme canadien de science et technologie nucléaires au Canada dans l'intérêt des Canadiens et de l'industrie nucléaire.

- Les LNC continuent de mettre en œuvre leur ambitieux programme d'investissement en vue de revitaliser l'infrastructure du site des Laboratoires de Chalk River. Les travaux effectués au cours du trimestre à l'étude comprennent les suivants : parachèvement du nouveau terrain de stationnement, installation de nouveaux chlorateurs et mise en service de nouveau matériel dans la centrale électrique, activités de construction visant à réparer et à remplacer la canalisation d'eau souterraine du réseau d'extinction d'incendie, ainsi que le reconditionnement poussé et les travaux de préparation et de maintenance en vue de l'installation d'un nouveau transformateur dans l'un des édifices. Ces investissements dans l'infrastructure des laboratoires des LNC permettent d'assurer que leur infrastructure de science et de technologie soit sécuritaire et disponible, tout en veillant à la santé et à la sécurité des effectifs et de la collectivité en plus de la protection de l'environnement.

2.3.3 Opérations commerciales (activités abandonnées)

- Le Bureau de clôture d'EACL continue d'honorer toutes les obligations découlant de ses Opérations commerciales (activités abandonnées), notamment les travaux commerciaux et juridiques nécessaires pour faire valoir les droits d'EACL, pour défendre sa position à l'égard des litiges en cours et pour en arriver à un règlement. Le Bureau de clôture d'EACL continue également de gérer toutes les obligations liées aux projets de prolongation de la vie utile par l'entremise de son sous-traitant, Candu Énergie inc.

2.3.4 Renseignements financiers

- Au chapitre du résultat global, la situation financière d'EACL rendait compte d'un bénéfice de 727 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à une perte de 319 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart de 1 046 millions de dollars tient compte d'un montant de 1 114 millions de dollars attribuable à la réévaluation trimestrielle du passif lié au déclassement et à la gestion des déchets.

Selon les normes d'EACL en matière de présentation de l'information, le passif lié au déclassement et à la gestion des déchets est réévalué chaque trimestre et constaté à sa valeur actualisée ou valeur actualisée nette, au moyen du taux d'intérêt en vigueur à la clôture du trimestre. Lorsque le taux d'intérêt baisse, le passif augmente. Inversement, lorsque le taux d'intérêt augmente, le passif diminue. Dans les deux cas, la variation du passif influe sur le résultat net qu'inscrit la Société, mais cette variation représente un produit ou une charge hors trésorerie et elle n'a aucune incidence sur les besoins de financement d'EACL pour l'exercice considéré.

Le taux d'intérêt utilisé au 30 juin 2015 est de 0,32 % supérieur à celui au 31 mars 2015, tandis que le taux d'intérêt utilisé au 30 juin 2014 était de 0,18 % inférieur à celui utilisé au 31 mars 2014. Par conséquent, le passif constaté par EACL pour le premier trimestre de 2015-2016 a baissé de 762 millions de dollars comparativement à une augmentation du passif de 352 millions de dollars au premier trimestre de 2014-2015.

- Le gouvernement du Canada a accordé du financement afin de permettre à EACL de poursuivre comme prévu ses activités, selon son plan d'entreprise. Les principales initiatives de financement pendant le trimestre comprennent ce qui suit :
 - 70 millions de dollars pour financer les activités courantes des Laboratoires de Chalk River et répondre aux exigences en matière de réglementation, de santé, de sécurité et d'environnement; pour des activités technologiques et scientifiques; et pour le renouvellement de l'infrastructure des immobilisations et les initiatives du Programme de fiabilité de l'approvisionnement en isotopes;
 - 40 millions de dollars consacrés aux activités de déclassement et de gestion des déchets.
- L'approbation du plan d'entreprise d'EACL par le gouverneur en conseil se traduit par l'aide du gouvernement du Canada à l'égard de ses activités. En date du présent rapport de gestion, le plan d'entreprise 2015-2016 n'avait pas encore été approuvé par le gouvernement du Canada. Toutefois, les résultats concordent de manière générale avec le budget approuvé pour 2015-2016.

2.3.5 Perspectives

- Les priorités et les principaux livrables pour 2015-2016 sont décrits dans la section « Rapport de gestion » du Rapport financier annuel d'EACL pour 2014-2015. Les priorités et livrables n'ont pas changé de façon significative au cours du premier trimestre de 2015-2016.

2.4 Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion a été examiné par le comité d'audit d'EACL et approuvé par son conseil d'administration. Il fournit des commentaires sur la performance d'EACL pour le trimestre clos le 30 juin 2015 et doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ci-joints et les notes y afférentes.

Le rapport de gestion contient des énoncés prospectifs à propos d'EACL qui sont fondés sur les hypothèses que la direction jugeait raisonnables au moment de la rédaction du rapport. Ces énoncés prospectifs, de par leur nature, comportent nécessairement des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats futurs diffèrent sensiblement des prévisions actuelles. La Société prévient le lecteur que les hypothèses sur les événements futurs, bon nombre desquels sont difficiles à prévoir, pourraient éventuellement nécessiter des corrections.

2.5 Revue financière par activités

2.5.1 Laboratoires nucléaires

Trimestres clos les 30 juin <i>(en millions de dollars)</i>	2015	2014
Produits et financement		
Produits	20 \$	30 \$
Crédits parlementaires	35	77
Recouvrement de coûts auprès de tiers et autres	5	4
Financement du déclassement et de la gestion des déchets	40	46
Total des produits et du financement	100 \$	157 \$
<hr/>		
Marge brute	6 \$	16 \$
<hr/>		
Charges d'exploitation	81 \$	78 \$
<hr/>		
Charges financières	50 \$	57 \$
<hr/>		
(Perte nette) bénéfice net avant le profit (la perte) à la réévaluation de la provision liée au déclassement et à la gestion des déchets et autres	(43) \$	10 \$

2.5.1.1 Produits

Au premier trimestre de 2015-2016, les Laboratoires nucléaires ont généré 20 millions de dollars de produits dans le cadre d'activités de soutien à la capacité de l'industrie nucléaire, comparativement à 30 millions de dollars au premier trimestre de 2014-2015. Les produits comprennent ceux tirés de la vente d'isotopes et de technologies commerciales, de la gestion des déchets nucléaires et des activités de recherche et de développement menées pour le Groupe des propriétaires de centrales CANDU (le « GPC »). Le recul du montant présenté découle principalement de la baisse des ventes d'isotopes et d'eau lourde ainsi que du fléchissement des travaux effectués pour Candu Énergie Inc.

2.5.1.2 Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont affectés aux programmes des Laboratoires nucléaires qui concordent avec les priorités du gouvernement fédéral en matière de science et de technologie. La Société a comptabilisé des crédits parlementaires de 35 millions de dollars pour le premier trimestre de 2015-2016, contre 77 millions de dollars pour le premier trimestre de 2014-2015. L'écart au premier trimestre tient principalement à l'amélioration du montant net des besoins en fonds de roulement, ainsi qu'à la diminution des débiteurs et à l'augmentation des créditeurs. En outre, le solde de trésorerie au 31 mars 2015 a fait l'objet de prélèvements

au cours du trimestre écoulé, facteur qui a réduit les crédits gouvernementaux qui seraient par ailleurs nécessaires pour acquitter les charges d'exploitation.

2.5.1.3 Recouvrement de coûts auprès de tiers et autres

Les Laboratoires nucléaires gèrent, sur une base de recouvrement de coûts, les déchets radioactifs de faible activité historiques au nom de Ressources naturelles Canada (« RNCan ») par l'intermédiaire du Bureau de gestion des déchets radioactifs de faible activité et du Bureau de gestion de l'Initiative de la région de Port Hope. Ces activités contribuent à assurer une saine gestion environnementale pour le Canada et représentent la majeure partie des recouvrements de coûts des LNC. Aux fins des activités de ces deux bureaux, RNCan a octroyé un financement de 5 millions de dollars pour le premier trimestre de 2015-2016. De manière générale, le niveau de financement est analogue à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

2.5.1.4 Financement du déclassé et de la gestion des déchets

Les Laboratoires nucléaires ont reçu un financement eu égard au Programme des responsabilités nucléaires héritées (le « PRNH »), lequel est financé par le gouvernement du Canada et vise la prise en charge des déchets radioactifs et des passifs liés au déclassé associés aux sites d'EACL. Le financement constaté s'est établi à 40 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2015-2016, ce qui est comparable au financement reçu pour le premier trimestre de 2014-2015, lequel s'établissait à 46 millions de dollars.

2.5.1.5 Marge brute

La marge brute a diminué, passant de 16 millions de dollars au premier trimestre de 2014-2015 à 6 millions de dollars au premier trimestre de 2015-2016, en raison principalement de la contraction des produits mentionnée plus haut.

2.5.1.6 Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation totales des Laboratoires nucléaires se sont élevées à 81 millions de dollars pour le premier trimestre de 2015-2016, comparativement à 78 millions de dollars au premier trimestre de 2014-2015.

2.5.1.7 Charges financières

Les charges financières tiennent essentiellement compte de la hausse de la valeur actualisée nette de la provision liée au déclassé et à la gestion des déchets. Pour le premier trimestre de 2015-2016, les charges financières se sont établies à 50 millions de dollars, soit un montant inférieur à celles de 57 millions de dollars inscrites au premier trimestre de 2014-2015. Cet écart est imputable à la baisse du taux d'intérêt en vigueur en mars 2015 par rapport à celui de mars 2014.

2.5.1.8 (Perte nette) bénéfice net avant (la perte) le profit à la réévaluation de la provision liée au déclassement et à la gestion des déchets

Pour le premier trimestre de 2015-2016, les Laboratoires nucléaires ont inscrit une perte nette avant (la perte) le profit à la réévaluation de la provision liée au déclassement et à la gestion de déchets de 43 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 10 millions de dollars au premier trimestre de 2014-2015. Cette baisse découle du recul des marges et des variations des crédits parlementaires prélevés en 2015-2016, comme il est décrit plus haut.

2.5.2 Opérations commerciales (activités abandonnées)

Trimestres clos les 30 juin <i>(en millions de dollars)</i>	2015	2014
Total des produits	- \$	- \$
Crédits parlementaires	- \$	- \$
Marge brute	- \$	- \$
Charges d'exploitation	2 \$	(11) \$
Bénéfice net (perte nette) découlant des activités abandonnées	(2) \$	11 \$

2.5.2.1 Produits

Certains projets de prolongation de la vie utile conservés par la Société à la date de vente des Opérations commerciales à Candu Énergie inc. ont continué à faire l'objet de réductions progressives. Par conséquent, aucun produit n'a été enregistré au cours du premier trimestre de 2015-2016.

2.5.2.2 Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation comprennent les charges liées au personnel et les coûts liés aux tiers fournisseurs pour l'acquittement des passifs conservés à la suite de la vente des activités des Opérations commerciales en 2011-2012 ainsi que les coûts engagés pour mener à bien le programme de développement du réacteur CANDU évolué. La hausse de 13 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent est imputable au produit d'assurance comptabilisé au premier trimestre de 2014-2015.

2.6 Flux de trésorerie consolidés et fonds de roulement (avant les activités abandonnées)

Trimestres clos les 30 juin <i>(en millions de dollars)</i>	2015	2014
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	17 \$	53 \$
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(32)	(18)
Trésorerie		
(Diminution) augmentation	(15)	35
Solde à l'ouverture de la période	76	49
Solde à la clôture de la période	61 \$	84 \$

La trésorerie globale d'EACL a baissé, passant de 84 millions de dollars à la clôture du premier trimestre de 2014-2015 à 61 millions de dollars à la clôture du premier trimestre de 2015-2016.

2.6.1 Activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont généré des entrées nettes de trésorerie de 17 millions de dollars au premier trimestre de 2015-2016, contre 53 millions de dollars pour le premier trimestre de 2014-2015. L'écart pour le premier trimestre est attribuable surtout à la baisse des crédits parlementaires en trésorerie reçus.

2.6.2 Activités d'investissement

Les activités d'investissement ont donné lieu à des sorties nettes de trésorerie de 32 millions de dollars au premier trimestre de 2015-2016, contre des sorties nettes de trésorerie de 18 millions de dollars au premier trimestre de 2014-2015. La hausse est imputable principalement à l'intensification de la cadence des travaux de construction visant le nouveau complexe de laboratoires.

2.7 Faits saillants du bilan consolidé

<i>(en millions de dollars)</i>	30 juin 2015	31 mars 2015	Écart en \$	Écart en %
Actifs	957 \$	951 \$	6 \$	1 %
Passifs	10 024	10 737	(713)	-7 %
Capitaux propres négatifs	9 067	9 786	(719)	-7 %

À la clôture du premier trimestre de 2015-2016, EACL présentait des actifs de 957 millions de dollars, ce qui est comparable aux actifs de 951 millions de dollars inscrits au 31 mars 2015.

La diminution de 713 millions de dollars des passifs est principalement attribuable à la variation de 762 millions de dollars de la provision liée au déclassement et à la gestion des déchets, essentiellement en raison de l'augmentation du taux d'intérêt utilisé pour calculer les passifs présentés.

2.8 Gestion des risques et incertitudes

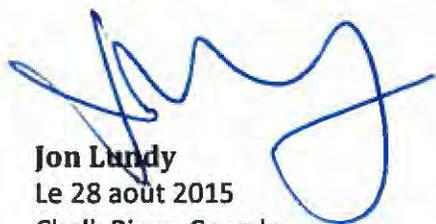
Une description des risques et incertitudes figure à la rubrique « Rapport de gestion » du Rapport financier de l'exercice 2014-2015 d'EACL. Les risques et incertitudes ainsi que les pratiques de gestion du risque associés aux Laboratoires nucléaires et aux passifs conservés à l'égard des Opérations commerciales, comme il est décrit dans le Rapport financier de l'exercice 2014-2015, n'ont pas changé de façon importante au cours du premier trimestre de 2015-2016.

3 RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés résumés conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés résumés.

À notre connaissance, les présents états financiers trimestriels consolidés résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés résumés.

L'agent principal de la transition,



Jon Lundy
Le 28 août 2015
Chalk River, Canada

Le directeur général des finances,



David Smith
Le 28 août 2015
Chalk River, Canada

4 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS

Bilans consolidés résumés intermédiaires (non audités)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 juin 2015	31 mars 2015
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie		61 335 \$	75 912 \$
Clients et autres débiteurs	10	40 631	63 067
Partie courante des créances à long terme		31 343	30 958
Stocks		7 451	25 884
Actifs détenus en vue de la vente	11	36 843	–
		177 603	195 821
Actifs non courants			
Créances à long terme		61 018	68 836
Placements détenus en fiducie		47 459	47 805
Stocks d'eau lourde		221 119	221 283
Immobilisations corporelles	4	437 403	405 769
Immobilisations incorporelles		11 937	11 319
		956 539 \$	950 833 \$
Passifs			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	7, 10	36 340 \$	117 606 \$
Avances de clients et obligations envers les clients	10	5 503	3 165
Provisions	5, 10	16 753	16 784
Partie courante de la provision liée au déclassement et à la gestion des déchets	6	254 300	229 500
Provision pour restructuration	10	3 054	3 090
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	11	90 313	–
		406 263	370 145
Passifs non courants			
Provision liée au déclassement et à la gestion des déchets	6	8 957 735	9 744 713
Financement différé pour les immobilisations	8	407 218	372 175
Financement différé pour le déclassement et la gestion des déchets		226 441	220 510
Avantages du personnel	7	26 105	29 144
		10 023 762	10 736 687
Capitaux propres négatifs			
Capital social		15 000	15 000
Capital d'apport		199 877	207 763
Déficit		(9 282 100)	(10 008 617)
		(9 067 223)	(9 785 854)
		956 539 \$	950 833 \$
Engagements, éventualités et obligations	12		

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

**États consolidés résumés intermédiaires du résultat global
(non audité)**

Trimestres clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 juin 2015	30 juin 2014
Laboratoires nucléaires			
Produits		19 635 \$	30 429 \$
Coût des ventes		13 593	14 789
Marge brute		6 042	15 640
Autre financement	8	45 350	50 194
Charges d'exploitation		81 158	77 979
Perte d'exploitation		(29 766)	(12 145)
Produits financiers	9	1 434	1 579
Charges financières	9	49 968	57 054
Perte nette avant les crédits parlementaires et le profit (la perte) à la réévaluation de la provision liée au déclassement et à la gestion des déchets et autres		(78 300) \$	(67 620) \$
Crédits parlementaires	8	34 957	77 472
(Perte nette) avant le profit (la perte) à la réévaluation de la provision liée au déclassement et à la gestion des déchets et autres		(43 343) \$	9 852 \$
Profit (perte) à la réévaluation de la provision liée au déclassement et à la gestion des déchets et autres	6	772 111	(339 720)
Bénéfice net (perte nette) provenant des activités poursuivies avant les activités abandonnées		728 768 \$	(329 868) \$
Activités abandonnées (note 10)			
Bénéfice (perte) d'exploitation provenant des activités abandonnées	10	(2 251)	10 557
(Perte) bénéfice provenant des activités abandonnées avant les crédits parlementaires		(2 251)	10 557
Crédits parlementaires liés aux activités abandonnées	8	-	-
(Perte nette) bénéfice net provenant des activités abandonnées		(2 251) \$	10 557 \$
Bénéfice net (perte nette)		726 517 \$	(319 311) \$
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net (Perte actuarielle) gain actuariel lié au régime d'avantages sociaux complémentaires		-	-
Autres éléments du résultat global		-	-
Résultat global total		726 517 \$	(319 311) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

**États consolidés résumés intermédiaires des variations des capitaux propres négatifs
(non audité)**

(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 30 juin 2015

	Capital social	Capital d'apport	Déficit	Total des capitaux propres négatifs
Solde au 31 mars 2015	15 000 \$	207 763 \$	(10 008 617) \$	(9 785 854) \$
Perte nette attribuable à l'actionnaire pour la période	-	-	726 517	726 517
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-
Résultat global	-	-	726 517	726 517
Virement au financement différé pour le déclassement et la gestion des déchets	-	(5 931)	-	(5 931)
Virement aux apports remboursables	-	(1 955)	-	(1 955)
Solde au 30 juin 2015	15 000 \$	199 877 \$	(9 282 100) \$	(9 067 223) \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014

	Capital social	Capital d'apport	Déficit	Total des capitaux propres négatifs
Solde au 31 mars 2014	15 000 \$	235 628 \$	(7 743 146) \$	(7 492 518) \$
Bénéfice net attribuable à l'actionnaire pour la période	-	-	(319 311)	(319 311)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-
Résultat global	-	-	(319 311)	(319 311)
Virement au financement différé pour le déclassement et la gestion des déchets	-	(5 931)	-	(5 931)
Virement aux apports remboursables	-	(973)	-	(973)
Solde au 30 juin 2014	15 000 \$	228 724 \$	(8 062 457) \$	(7 818 733) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

**Tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie
(non audité)**

Trimestres clos les (en milliers de dollars canadiens)	30 juin 2015	30 juin 2014
Activités d'exploitation		
Montants en trésorerie reçus de clients	56 441 \$	60 311 \$
Crédits parlementaires en trésorerie reçus	70 000	88 000
Montants en trésorerie reçus aux fins des activités de déclassement et de gestion des déchets	46 894	45 273
Paiements en trésorerie aux fournisseurs et aux salariés	(116 193)	(95 392)
Paiements en trésorerie aux fins des activités de déclassement	(40 442)	(45 627)
Intérêts reçus sur les placements (montant net)	187	126
Intérêts et frais bancaires payés	(13)	(10)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	16 874	52 681
Tranche liée aux activités abandonnées	(4 204)	1 619
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	(31 451)	(18 147)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(31 451)	(18 147)
Tranche liée aux activités abandonnées	-	-
Trésorerie		
(Diminution) augmentation	(14 577)	34 534
Solde à l'ouverture de la période	75 912	49 179
Solde à la clôture de la période	61 335 \$	83 713 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

Pour le trimestre clos le 30 juin 2015

(en milliers de dollars canadiens)

(NON AUDITÉ)

1. La Société

Énergie atomique du Canada limitée (« EACL » ou la « Société ») a été constituée en 1952 en vertu des dispositions de la *Loi sur les corporations canadiennes* (et prorogée en 1977 en vertu de celles de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*) conformément à l'autorité et aux pouvoirs accordés au ministre des Ressources naturelles par la *Loi sur l'énergie nucléaire*.

La Société est une société d'État en vertu de la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. En conséquence, ses passifs sont, en définitive, ceux de Sa Majesté du chef du Canada. La Société reçoit du financement du gouvernement du Canada et n'est pas assujettie à l'impôt sur le résultat au Canada.

EACL mène ses activités par l'intermédiaire des Laboratoires nucléaires et du Bureau de clôture, qui gère les passifs conservés liés aux Opérations commerciales (activités abandonnées) d'EACL, vendues le 2 octobre 2011. Ces groupes contribuent à la prise de décisions concernant la répartition des ressources et à l'évaluation du rendement de l'exploitation et du rendement financier. Les Laboratoires nucléaires veillent à l'exécution des travaux nécessaires au déclassement et à la gestion des déchets pour le compte du gouvernement du Canada outre l'exploitation quotidienne des sites d'EACL. Les activités des Laboratoires nucléaires sont exercées par les Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée (« LNC »), filiale entièrement détenue d'EACL, depuis novembre 2014. EACL est domiciliée au Canada et son siège social est situé aux Laboratoires de Chalk River, Chalk River, Ontario, K0J 1J0.

La publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités a été approuvée par le conseil d'administration de la Société en date du 20 août 2015.

2. Plan de restructuration et d'entreprise

Le gouvernement du Canada a terminé la première phase de son plan de restructuration d'EACL en 2011 avec la vente des Opérations commerciales de la Société à Candu Énergie inc., filiale entièrement détenue par SNC-Lavalin. La restructuration d'EACL a entraîné la présentation de ses Opérations commerciales dans les activités abandonnées (note 10).

En février 2012, le gouvernement du Canada a officiellement lancé la deuxième phase de son plan de restructuration d'EACL, qui met l'accent sur le mandat à long terme, la gouvernance et la structure de gestion des Laboratoires nucléaires. Ressources naturelles Canada mène la restructuration pour le compte du ministre des Ressources naturelles.

En février 2013, le gouvernement du Canada a annoncé son intention d'impartir la gestion des activités des Laboratoires nucléaires à une entreprise du secteur privé selon un modèle Entreprise publique, Exploitation privée, ou EpEp. Le mandat des Laboratoires nucléaires à compter de ce moment a été axé sur la gestion des responsabilités en matière de déchets radioactifs et de déclasséement du Canada, sur la prestation d'activités scientifiques et technologiques en réponse aux responsabilités fondamentales du gouvernement fédéral et sur le soutien à l'industrie nucléaire canadienne dans une optique commerciale.

Pour permettre la mise en œuvre du nouveau modèle de gestion, une nouvelle entité, les LNC, a été constituée en tant que filiale entièrement détenue d'EACL. En novembre 2014, la plupart des membres du personnel d'EACL de même que les permis d'exploitation ont été transférés aux LNC et les LNC ont entamé la prestation de services auprès d'EACL.

En juin 2015, à l'issue de la demande de propositions (« DP ») émise en janvier 2015, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il avait retenu Canadian National Energy Alliance (« CNEA ») à titre de soumissionnaire privilégié en vue de gérer et d'exploiter les LNC. Cette décision marque le déclenchement des dernières étapes de la restructuration d'EACL, aux termes de laquelle EACL conclura une entente avec CNEA prévoyant notamment le transfert de la propriété des LNC, qui devrait avoir lieu durant l'été 2015.

La Société soumettra son plan d'entreprise pour la période 2015-2016 à 2019-2020 au gouvernement du Canada une fois achevé le processus d'appel d'offres. Le plan d'entreprise sera conforme à l'orientation de la restructuration fournie par l'actionnaire.

3. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été établis selon la Norme comptable internationale (l'« IAS ») 34. Comme le prévoit l'IAS 34, les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne contiennent pas toutes les informations devant être fournies dans les états financiers consolidés annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées et en vigueur à la date du bilan.

b) Mode de présentation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est de certains instruments financiers, lesquels sont évalués à la juste valeur, et des avantages du personnel ainsi que de la provision liée au déclassement et à la gestion des déchets, qui sont évalués d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, sauf indication contraire.

c) Méthode de consolidation

Les filiales sont des entités contrôlées par la Société. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers de la Société depuis la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes des filiales entièrement détenues de la Société, soit les Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée, constituée au Canada en 2014; AECL Technologies Inc., constituée dans l'État du Delaware, aux États-Unis, en 1988; et AECL Technologies B.V., constituée aux Pays-Bas, en 1995, ainsi que sa participation dans le fonds en fiducie établi en vertu de la *Loi sur les déchets de combustible nucléaire*, qui constitue une entité structurée [se reporter à la note 4 a) des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015]. Toutes les transactions intersociétés ont été éliminées au moment de la consolidation.

d) Principaux jugements, estimations et hypothèses comptables

L'établissement des états financiers selon l'IAS 34 exige l'utilisation de certaines estimations et hypothèses comptables critiques. Il exige également que la direction exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Les modifications aux estimations comptables sont comptabilisées soit au cours de la période où l'estimation est modifiée, si la révision ne vise que cette période, soit au cours de la période où l'estimation est modifiée et au cours des périodes futures, si la modification vise la période considérée et les périodes futures. Les éléments plus complexes, visés par des jugements critiques plus approfondis ou faisant l'objet d'hypothèses ou d'estimations importantes sont présentés à la note 3 c) des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

e) Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentées à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Ces méthodes comptables ont été appliquées de façon uniforme au trimestre à l'étude et aux périodes comparatives.

4. Immobilisations corporelles

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	30 juin 2015	31 mars 2015
Solde à l'ouverture de la période	405 769 \$	335 789 \$
Entrées et transferts	38 953	116 761
Sorties et transferts	(832)	(33 950)
Autres variations	(1 773)	7 903
Amortissement	(4 714)	(19 489)
Dépréciation	–	(1 245)
Solde à la clôture de la période	437 403 \$	405 769 \$

5. Provisions

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	30 juin 2015	31 mars 2015
Perte sur contrat	5 025 \$	5 025 \$
Autres provisions	11 728	11 759
Solde à la clôture de la période	16 753 \$	16 784 \$

6. Provision liée au déclassement et à la gestion des déchets

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	30 juin 2015	31 mars 2015
Valeur comptable à l'ouverture de la période	9 744 713 \$	7 535 142 \$
Valeur comptable à l'ouverture de la période, partie courante	229 500	214 500
Passifs réglés	(40 751)	(199 978)
Désactualisation	49 622	222 122
Effet de la variation du taux d'actualisation	(772 111)	2 114 073
Révision des estimations et du calendrier des dépenses	-	71 592
Révision des estimations et du calendrier des dépenses touchant les immobilisations corporelles	(1 772)	7 903
Coûts de la gestion des déchets, du déclassement et de la remise en état des lieux associés aux activités poursuivies	2 834	8 859
Valeur comptable à la clôture de la période	9 212 035	9 974 213
Moins la partie courante	(254 300)	(229 500)
	8 957 735 \$	9 744 713 \$

La (perte) le profit à la réévaluation comptabilisé dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global inclut l'effet des variations du taux d'actualisation et la révision des estimations et du calendrier des dépenses susmentionnée.

Les dépenses futures non actualisées et ajustées en fonction de l'inflation liées aux projets et incluses dans le passif s'élèvent à 18 023,1 millions de dollars (18 063,9 millions de dollars au 31 mars 2015). La provision est réévaluée chaque date de clôture en fonction du taux d'actualisation alors en vigueur.

Au 30 juin 2015, la provision a été actualisée selon un taux de 2,31 %. Le solde d'ouverture au 31 mars 2015 a été actualisé selon un taux de 1,99 %.

L'effet des variations du taux d'intérêt sur la provision est comptabilisé au poste « (Perte) profit à la réévaluation de la provision liée au déclassement et à la gestion des déchets et autres » dans les états consolidés résumés intermédiaires non audités du résultat global. Le profit total découlant de la variation du taux d'intérêt s'est établi à 772 111 \$ pour le premier trimestre (profit de 388 102 \$ pour le premier trimestre de 2014-2015).

7. Avantages du personnel

a) Régime de retraite

Les salariés de la Société participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique (le « RPRFP »). Le RPRFP est un régime contributif à prestations définies créé par voie législative dont le gouvernement du Canada est le promoteur. Les salariés tout comme la Société doivent verser des cotisations pour couvrir le coût des services rendus. Le président du Conseil du Trésor du Canada établit le montant des

cotisations patronales en fonction d'un multiple des cotisations salariales. Les cotisations totales se sont établies à 8,4 millions de dollars (8,4 millions de dollars au premier trimestre de 2014-2015) et ont été comptabilisées à titre de charges durant l'exercice.

Le gouvernement du Canada est tenu par la loi de verser les prestations prévues en vertu du régime. En règle générale, les prestations de retraite s'accumulent pendant une période maximale de 35 ans à un taux annuel de 2 % des services ouvrant droit à pension, le total étant multiplié par la moyenne des cinq meilleures années consécutives de salaire. Ces prestations sont coordonnées avec celles qui sont versées en vertu du Régime des pensions du Canada ou du Régime des rentes du Québec, et elles sont indexées pour tenir compte de l'inflation.

b) Avantages du personnel

La Société verse dans certains cas des indemnités pour départs volontaires et fournit d'autres avantages postérieurs à l'emploi, comme il est décrit à la note 4 m) des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2015. L'obligation au titre des prestations définies n'est pas capitalisée, son financement étant assuré lorsque les prestations sont versées. Ainsi, le régime à prestations définies n'a aucun actif et son déficit correspond à l'obligation au titre des prestations définies de 32,7 millions de dollars (32,9 millions de dollars au 31 mars 2015), dont une somme de 26,1 millions de dollars (29,1 millions de dollars au 31 mars 2015) est comptabilisée au poste « Avantages du personnel » dans les passifs non courants, une somme de 3,8 millions de dollars (3,8 millions de dollars au 31 mars 2015) est comptabilisée au poste « Fournisseurs et autres créditeurs » et une somme de 2,8 millions de dollars est comptabilisée au poste « Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente » (se reporter à la note 11).

L'obligation comptabilisée au titre des avantages du personnel comprend des indemnités pour départs volontaires de 15,0 millions de dollars (15,0 millions de dollars au 31 mars 2015) payables en cas de démissions ou de départs à la retraite volontaires ultérieurs. L'estimation des montants qui devraient être versés en 2015-2016 est fondée sur l'évaluation actuarielle la plus récente de la Société et est comprise dans le poste « Fournisseurs et autres créditeurs ».

Le total de la charge de la Société au titre des avantages du personnel s'est élevé à 0,9 million de dollars pour le trimestre à l'étude (1,4 million de dollars pour le premier trimestre de 2014-2015).

8. Financement

a) Crédits parlementaires

EACL sépare ses crédits parlementaires, lesquels englobent le financement prévu par la loi, afin de s'assurer que les fonds sont engagés aux fins pour lesquelles ils ont été accordés. Parmi les principales estimations approuvées, on retrouve des montants visant les installations, les activités nucléaires et la recherche et le développement. D'autres estimations approuvées visent le fonctionnement et l'entretien des Laboratoires de Chalk River et s'ajoutent aux principales estimations. Le financement prévu par la loi concerne les montants associés aux obligations découlant du dessaisissement des Opérations commerciales.

Les crédits parlementaires ont été reçus et comptabilisés comme suit :

Trimestres clos les 30 juin <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	2015	2014
Crédits parlementaires – Laboratoires nucléaires, activités d'exploitation		
Laboratoires nucléaires, activités d'exploitation	30 624 \$	73 803 \$
Amortissement du financement différé pour les immobilisations	4 333	3 669
Crédits parlementaires – Laboratoires nucléaires, activités d'exploitation	34 957	77 472
Crédits parlementaires – Activités abandonnées, activités d'exploitation	–	–
Crédits parlementaires – Immobilisations		
Remise à neuf de l'infrastructure des immobilisations	39 376	14 197
Total des crédits parlementaires	74 333 \$	91 669 \$

Au cours du premier trimestre de 2015-2016, la Société a reçu une somme de 70 millions de dollars et a comptabilisé un montant de 74 millions de dollars (88 millions de dollars reçus et 92 millions de dollars comptabilisés au cours du premier trimestre de 2014-2015).

L'écart entre les montants reçus et les montants comptabilisés au titre des crédits parlementaires est lié à l'amortissement du financement différé pour les immobilisations. Le financement pour les immobilisations est reçu lorsque les fonds sont requis, mais est comptabilisé au même moment que l'amortissement de l'actif connexe aux états consolidés résumés intermédiaires du résultat global d'EACL.

Au 30 juin 2015, EACL n'avait aucun montant à recevoir au titre des crédits parlementaires.

b) Autre financement

Les autres formes de financement ont été comptabilisées comme suit :

Trimestres clos les 30 juin <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	2015	2014
Financement des activités d'exploitation		
Recouvrement de coûts auprès de tiers et autres	4 903 \$	4 421 \$
Déclassement et gestion des déchets	40 447	45 773
	<u>45 350 \$</u>	<u>50 194 \$</u>

c) Financement différé pour les immobilisations

Le financement différé pour les immobilisations découle des crédits gouvernementaux utilisés par la Société pour ses dépenses d'investissement. Les soldes présentés sont calculés comme suit :

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	30 juin 2015
Financement différé pour les immobilisations	
Financement différé pour les immobilisations au 31 mars 2015	372 175 \$
Financement pour les immobilisations reçu au cours de la période	39 376
Amortissement du financement différé pour les immobilisations	(4 333)
Financement différé pour les immobilisations au 30 juin 2015	407 218 \$

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	31 mars 2015
Financement différé pour les immobilisations	
Financement différé pour les immobilisations au 31 mars 2014	302 997 \$
Financement pour les immobilisations reçu	85 261
Amortissement du financement différé pour les immobilisations	(16 083)
Financement différé pour les immobilisations au 31 mars 2015	372 175 \$

9. Produits financiers et charges financières

Trimestres clos les 30 juin <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	2015	2014
Produits financiers		
Intérêts sur les créances à long terme	1 247 \$	1 453 \$
Intérêts sur les placements et autres	187	126
	<u>1 434 \$</u>	<u>1 579 \$</u>
Charges financières		
Désactualisation de la provision liée au déclassement et à la gestion des déchets, déduction faite des produits du fonds en fiducie	49 968 \$	57 054 \$

10. Activités abandonnées

Le 2 octobre 2011, le gouvernement du Canada a vendu les Opérations commerciales d'EACL à Candu Énergie inc., filiale entièrement détenue par SNC-Lavalin. À partir de cette date, Candu Énergie inc. a repris la pleine propriété et le contrôle de l'exploitation quotidienne des Opérations commerciales.

La vente comprend certains actifs d'EACL vendus à Candu Énergie inc. et un échange d'activités entre les trois parties (EACL, SNC-Lavalin et le gouvernement du Canada). Une provision pour restructuration de 36,5 millions de dollars a été comptabilisée, dont une somme de 33,4 millions de dollars avait été versée au 30 juin 2015 (33,4 millions de dollars au 31 mars 2015), et un montant de 3,1 millions de dollars demeurerait disponible pour mener à terme ce processus (3,1 millions de dollars au 31 mars 2015).

La totalité des activités des Opérations commerciales sont considérées comme des activités abandonnées. Les résultats et les flux de trésorerie liés aux Opérations commerciales (activités abandonnées) sont comptabilisés distinctement dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités, conformément à l'IFRS 5.

Résultats des activités abandonnées

Trimestres clos les 30 juin <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	2015	2014
Produits	3 \$	3 \$
Coût des ventes	–	13
Marge brute	3	(10)
Charges d'exploitation	2 254	(10 567)
Bénéfice d'exploitation provenant des activités abandonnées	(2 251) \$	10 557 \$

Les soldes qui suivent, qui sont comptabilisés aux bilans consolidés résumés intermédiaires non audités, ont trait aux projets en cours et aux charges de restructuration inclus dans les activités abandonnées :

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	30 juin 2015	31 mars 2015
Actifs		
Clients et autres débiteurs	3 \$	– \$
Passifs		
Fournisseurs et autres créditeurs	1 086 \$	4 384 \$
Avances de clients et obligations envers les clients	–	90
Provisions	16 628	16 659
Provision pour restructuration	3 054	3 090

11. Actifs détenus en vue de la vente

En février 2013, le gouvernement du Canada a annoncé son intention d'impartir la gestion et les activités des Laboratoires nucléaires à une entreprise du secteur privé selon un modèle Entreprise publique, Exploitation privée, ou EpEp. Conformément au modèle EpEp, les actifs, les sites et les installations demeureront la propriété d'EACL mais seraient exploités par une entreprise du secteur privé.

Pour permettre la mise en œuvre du nouveau modèle de gestion, une nouvelle entité, les LNC, a été constituée en tant que filiale entièrement détenue d'EACL ayant la responsabilité de gérer et d'exploiter les sites, installations et actifs d'EACL à compter de novembre 2014.

Le 26 juin 2015, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il avait retenu Canadian National Energy Alliance (« CNEA ») à titre de soumissionnaire privilégié en vue de gérer et d'exploiter les LNC. La clôture de la restructuration devrait avoir lieu à l'été 2015 au moment de la signature du contrat d'EpEp, ce qui entraînera le transfert de la propriété des LNC d'EACL à CNEA. Au transfert des actions, les LNC cesseront d'être une filiale entièrement détenue d'EACL. Par conséquent, la direction a classé les actifs et les passifs des LNC comme étant « détenus en vue de la vente » conformément à l'IFRS 5.

Les actifs et passifs liés aux éléments classés comme étant détenus en vue de la vente dans les bilans consolidés résumés intermédiaires s'établissent comme suit :

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	30 juin 2015
Actifs	
Trésorerie	6 888 \$
Clients et autres débiteurs	10 432
Stocks	19 523
	<hr/>
	36 843 \$
Passifs	
Fournisseurs et autres créditeurs	87 480 \$
Avances de clients et obligations envers les clients	7
Avantages du personnel	2 826
	<hr/>
	90 313 \$

12. Engagements et éventualités

Dans le cadre de la vente des Opérations commerciales d'EACL, le gouvernement du Canada, par l'entremise d'EACL, a commencé à fournir à Candu Énergie inc. un montant pouvant atteindre 75 millions de dollars aux fins du financement de l'achèvement du programme de développement du réacteur CANDU évolué. Au 30 juin 2015, une tranche de 74 millions de dollars (73 millions de dollars pour le premier trimestre de 2014-2015) de ce montant avait été passée en charges et payée par EACL. De plus, sous certaines conditions énumérées dans le contrat conclu avec Candu Énergie inc., EACL pourrait avoir à rembourser certains coûts à Candu Énergie inc.



**Énergie atomique
du Canada limitée**
Laboratoires de Chalk River
Chalk River (Ontario)
Canada K0J 1J0
Tél. : 613 589-2085

Renseignements

Demandes de renseignements
Courriel : Communications@aecl.ca

Visitez notre site Web

www.aecl.ca

ISSN : 1927-2227

Canada